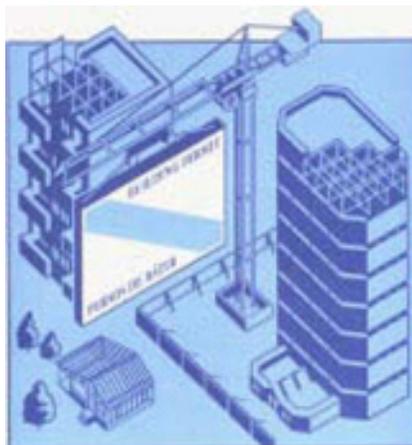




Permis de bâtir

Août 2002



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9689).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié mensuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 14 \$ CA l'exemplaire et de 145 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 46 \$ CA l'exemplaire et de 225 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Août 2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Octobre 2002

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 46 n°8
ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuel

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 64-001-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **P. Koumanakos**, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- **M. Labonté**, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **É. Saint-Pierre**, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Gaudreault**, Chef d'unité, secteur non-résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **D. Legault**, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Clarke**, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Abréviations géographiques

A.R.	–	Agglomération de recensement	PD	–	Planning District
BOR	–	Borough	PDR	–	Planning District Remainder
C	–	City	RCR	–	Rural County Remainder
C.A.	–	Census Agglomeration	RGM	–	Regional Municipality
CC	–	Chartered Community	R.M.R.	–	Région métropolitaine de recensement
CDR	–	Census Division Remainder	RDR	–	Regional District Remainder
CM	–	County (Municipality)	RM	–	Rural Municipality
C.M.A.	–	Census Metropolitan Area	RV	–	Resort Village
COM	–	Community	SA	–	Special Area
CR	–	County Remainder	S–E	–	Indian Settlement/Établissement indien
CT	–	Canton	SCM	–	Subdivision of County Municipality
CU	–	Cantons-Unis	SD	–	Sans désignation
DM	–	District (Municipality)	SET	–	Settlement
HAM	–	Hamlet	SM	–	Specialize Municipality
ID	–	Improvement District	SRD	–	Subdivision of Regional District
IGD	–	Indian Government District	SUN	–	Subdivision of Unorganized District
LGD	–	Local Government District	SV	–	Summer Village
LOT	–	Lot and Royalty	T	–	Town
M	–	Municipalité	T.N.O.	–	Territoires du Nord-Ouest
MD	–	Municipal District	TP	–	Township
NH	–	Northern Hamlet	UCR	–	Urban County Remainder
NT	–	Northern Town	UNO	–	Unorganized/Non organisé
NV	–	Northern Village	V	–	Ville
N.W.T.	–	NorthWest Territories	VC	–	Village Cri
P	–	Paroisse	VL	–	Village
PAR	–	Parish	VN	–	Village Nordique

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2001 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à:

Statistique Canada
 Division de l'investissement et du stock de capital
 Section des indicateurs courants de l'investissement
 9 D-2, Édifice Jean Talon
 Tunney's Pasture
 Ottawa, Ontario
 K1A 0T6
 ou en téléphonant au: (613) 951-9689
 bdp_information@statcan.ca

Note concernant CANSIM

Les données qui sont publiées dans Permis de bâtir (n° 64-001-XIF au catalogue) peuvent être obtenues sous forme lisible par machine, de CANSIM (Système Canadien d'information socio-économique). Les utilisateurs voulant obtenir des chiffres par l'intermédiaire de CANSIM peuvent contacter un des centres de consultation de Statistique Canada dont les numéros de téléphone figurent au verso du couvert de cette publication ou en communiquant directement avec la Division du Marketing, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (613) 951-8200.

Table des matières

	Page
Partie I – Analyse	
Faits saillants	v
Aperçu mensuel	v
Graphiques	vii
Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)	
1. Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires (périodes courantes)	1
2. Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	1
3. Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	2
4. Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel (périodes courantes)	2
5. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	3
6. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	5
Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)	
7. Unités de logement, provinces et territoires (périodes courantes)	8
8. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	10
9. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	11
10. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	12
11. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	14
12. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	15
13. Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires (périodes courantes)	16
Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie	
Qualité des données, concepts et méthodologie	17
Sources de données et méthodologie	17
Concepts et variables observées	18
Exactitude des données	20
Comparabilité des données et sources connexes	20
Produits et services connexes	20
Formulaire d'enquête	21

Partie I – Analyse

Faits saillants

Les constructeurs ont pris pour 4,0 milliards de dollars de permis de bâtir en août, soit une légère diminution de 2,1 % par rapport au record établi en juillet. Ce niveau élevé est attribuable à la vigueur continue du secteur résidentiel, étant donné que les intentions de construction dans le secteur non résidentiel se sont repliées en août.

Les municipalités ont délivré pour 2,5 milliards de dollars de permis de construction résidentielle en août, soit 3,7 % de plus qu'en juillet. Ce niveau n'a été dépassé qu'une seule fois auparavant, c'est-à-dire en avril dernier, lorsque les intentions de construction résidentielle ont atteint 2,7 milliards de dollars. Durant le seul mois d'août, 19 000 nouveaux logements ont été autorisés. La vigueur est venue à la fois de la composante multifamiliale et de la composante unifamiliale.

Entraînée par des diminutions de 10 % et plus qui ont touché les trois composantes – industrielle, commerciale et institutionnelle – la valeur des permis de construction non résidentielle a fléchi de 10,9 %, tombant à 1,4 milliard de dollars en août. Le repli est arrivé après trois hausses mensuelles consécutives, cependant.

La valeur totale des permis de construction a atteint 30,6 milliards de dollars pour les huit premiers mois de 2002, ce qui constitue une progression de 16,2 % par rapport à la même période de l'an dernier. En 2001, ce niveau n'a pas été atteint avant octobre. La croissance impressionnante dans le secteur résidentiel (+35,1 %) a soutenu cette progression, pendant que la valeur cumulative des permis de construction non résidentielle était inférieure de 6,7 % au niveau de l'an dernier.

Dans le sillage d'une forte demande de logements neufs, les régions de Toronto et de Montréal ont affiché la meilleure croissance cumulative (en dollars) parmi les régions métropolitaines. Depuis le début de l'année, 24 des 28 régions métropolitaines ont affiché de meilleurs résultats que l'an dernier pour la valeur totale des permis de construction, tandis que toutes ont affiché une croissance au niveau des permis de construction résidentielle.

Augmentations de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux

Les intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux ont suivi la même voie, ayant augmenté dans les deux cas en août. La valeur des permis de

construction de logements unifamiliaux (qui représente près de 70,0 % de la composante résidentielle) s'est accrue de 3,8 % et atteint 1,7 milliard de dollars. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a monté de 3,3 % pour se situer à 791 millions de dollars, sous la poussée des intentions de construction d'appartements neufs.

Les faibles taux hypothécaires et leurs retombées bénéfiques sur l'abordabilité du logement, la tendance à la hausse de l'emploi depuis le début de l'année et les faibles taux d'inoccupation dans plusieurs grands centres sont au nombre des facteurs qui ont contribué à l'accroissement de la demande de logements neufs.

À l'échelon provincial, l'augmentation de loin la plus prononcée (en dollars) en août est survenue en Ontario (+12,8 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars), où la construction résidentielle prévue pour la région de Toronto a induit la hausse. Par contre, l'Alberta a subi le recul le plus marqué, la valeur des permis de construction résidentielle y étant tombée de 427 millions de dollars en juillet à 362 millions de dollars en août, après de vigoureuses intentions de construction de logements multifamiliaux en juillet.

Pour les huit premiers mois de 2002, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux (+35,0 %) et multifamiliaux (+35,5 %) a une bonne longueur d'avance sur le niveau de la même période de l'an dernier. Jusqu'ici cette année, 144 000 nouveaux logements ont été autorisés – 85 750 logements individuels et 58 250 logements multifamiliaux.

Toutes les provinces et tous les territoires ont connu des augmentations de valeur des permis de construction résidentielle depuis le début de l'année, et les hausses les plus marquées (en dollars) sont survenues en Ontario et au Québec.

Le secteur non résidentiel est ralenti par les replis des trois composantes non résidentielles

La valeur des permis pour le secteur non résidentiel a fléchi de 10,9 % en août, après trois augmentations consécutives mensuelles.

Après un bond de 25,1 % en juillet, les intentions de construction industrielle ont diminué de 11,9 % en août, sous l'effet d'un recul dans la catégorie des transports. La Colombie-Britannique a affiché la plus forte diminution, après une progression exceptionnelle le mois précédent.

La valeur des projets de construction commerciale a chuté de 10,6 % et s'est établie à 666 millions de dollars en août, pour une deuxième diminution mensuelle d'affilée. La catégorie des immeubles à bureaux accuse la perte la plus considérable, après une augmentation importante en juillet. La plus forte diminution dans cette composante est survenue en Ontario.

La valeur de la composante institutionnelle a subi une baisse de 10,9 % qui l'a ramenée à 474 millions de dollars, ayant été infléchi par la catégorie des immeubles à vocation médicale et des hôpitaux. L'Alberta a accusé la baisse la plus marquée après 3 augmentations mensuelles.

Les industries ont accru leur taux d'utilisation de capacité pour un deuxième trimestre d'affilée, d'avril à juin, dans le sillage de fortes hausses dans le secteur de la fabrication et de celui de la foresterie et de l'exploitation forestière. Les deux augmentations survenues dans la première moitié de l'année sont arrivées après une série de cinq diminutions trimestrielles consécutives. La reprise de l'utilisation de la capacité pourrait avoir un effet positif sur les intentions de construction industrielle.

En outre, au début de juillet, le secteur manufacturier a fait état de perspectives économiques positives pour le troisième trimestre. Les producteurs ont indiqué que les stocks étaient maîtrisés et que les commandes continuaient d'arriver, selon la dernière Enquête trimestrielle sur les perspectives du monde des affaires.

À l'échelon provincial, l'Alberta accuse la plus forte diminution dans le secteur non résidentiel (-26,3 %, valeur totale de 181 millions de dollars), à cause de replis de la catégorie des usines de fabrication et des projets d'établissements d'enseignement. Par contre, les hausses observées dans les composantes commerciale et institutionnelle ont valu au Québec la plus vigoureuse progression.

Sur les 28 régions métropolitaines de recensement, 16 ont enregistré une diminution mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. Le recul de loin le plus important a eu lieu dans la région de Toronto, et il s'explique par un repli considérable dans la catégorie des immeubles à bureaux.

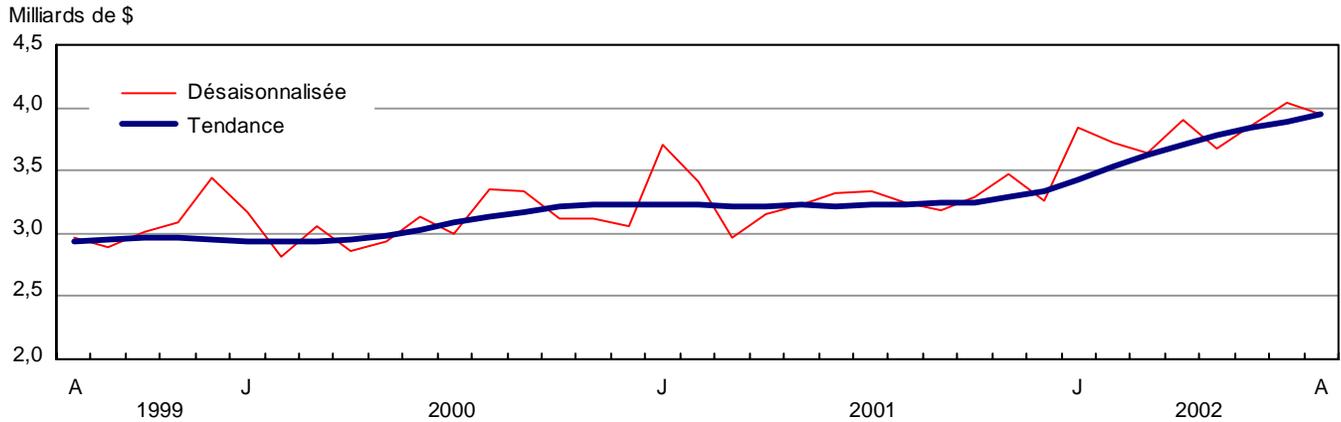
De janvier à la fin d'août, les municipalités ont délivré pour 11,1 milliards de dollars de permis pour le secteur non résidentiel, soit 6,7 % de moins que pour les mêmes mois de 2001.

Ce net repli est surtout la conséquence de diminutions des intentions de construction industrielle (-8,8 %) et commerciale (-11,8 %). Seule la composante institutionnelle (+5,1 %) fait ressortir une hausse pour les huit premiers mois de l'année.

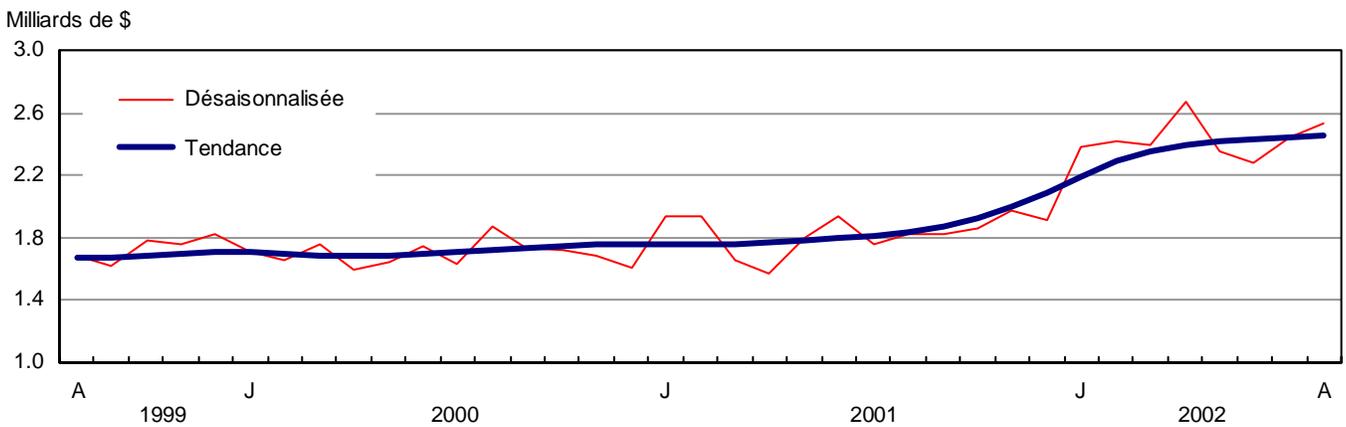
À l'échelon provincial, la baisse la plus importante a été observée en Colombie-Britannique (-26,3 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars), tandis que l'Ontario bénéficiait de l'augmentation la plus forte (+4,0 %, valeur totale de 5,1 milliards de dollars).

Permis de bâtir - Canada

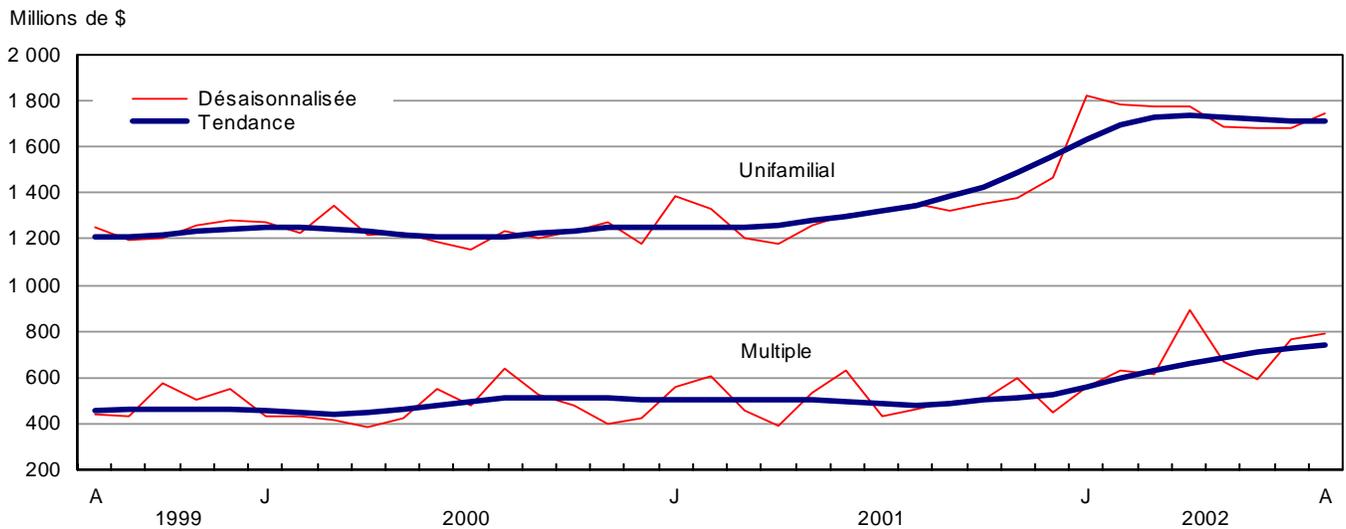
Valeur totale des permis de bâtir



Valeur résidentielle - total

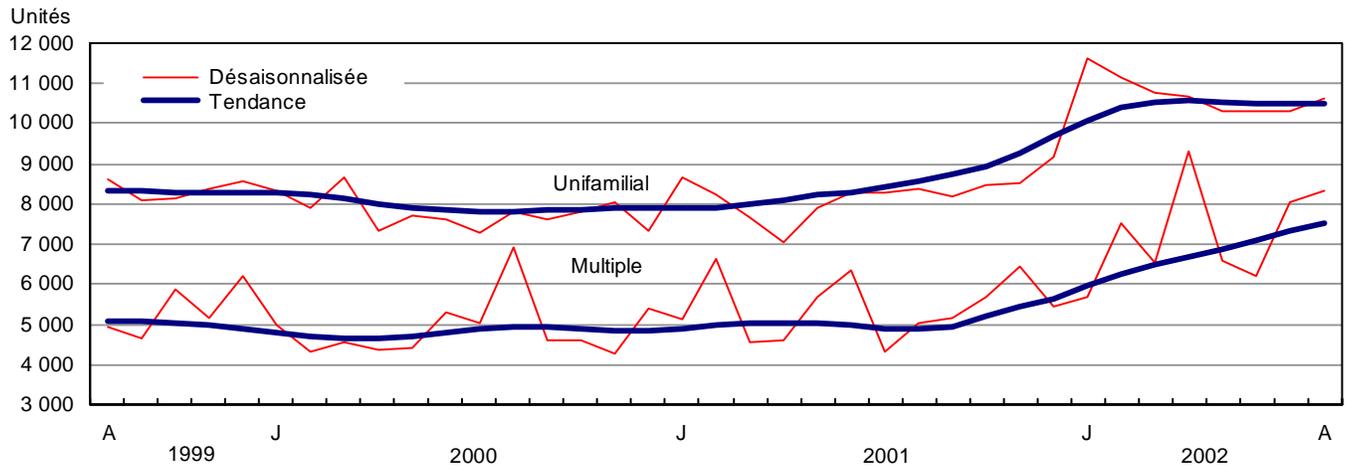


Valeur résidentielle - unifamilial et multiple

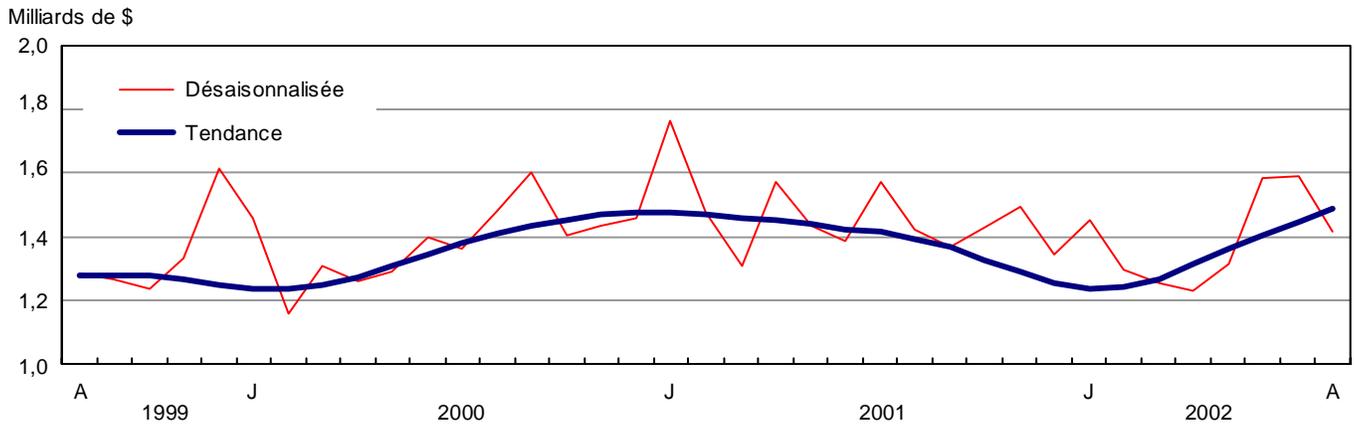


Permis de bâtir - Canada

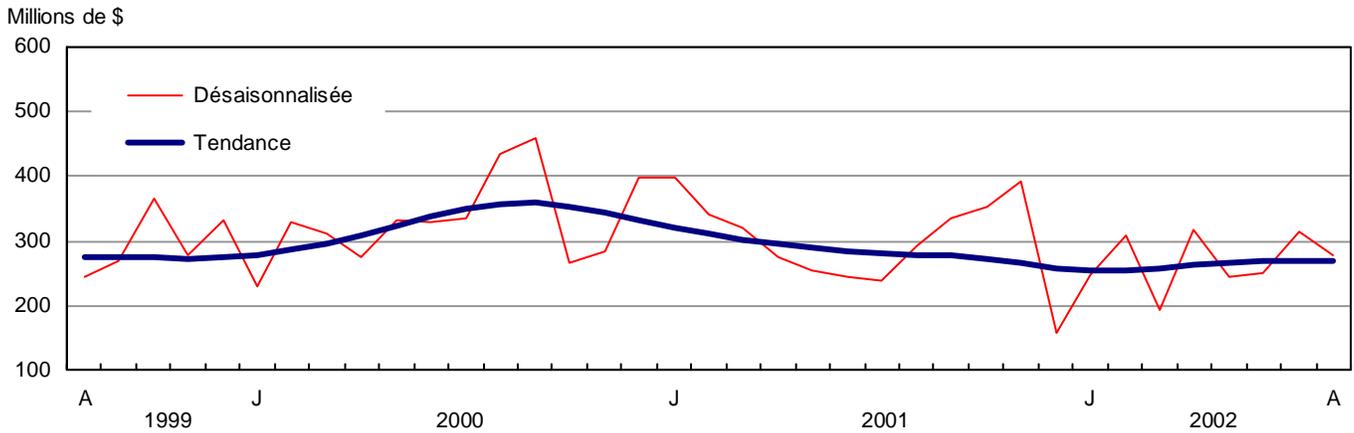
Nombre d'unités de logement - unifamilial et multiple



Valeur non résidentielle - total



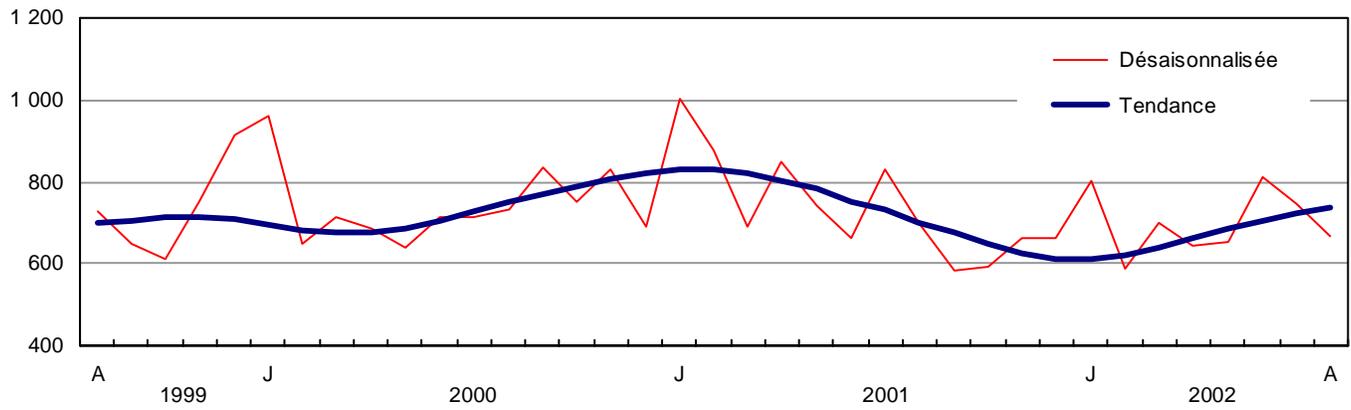
Valeur industrielle



Permis de bâtir - Canada

Valeur commerciale

Millions de \$



Valeur institutionnelle et gouvernementale

Millions de \$



PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002		Août - Juil.	Juil. - Juin	Juin - Mai	Mai - Avr.	Avr. - Mars	Mars - Fév.
	Août ^p	Juillet ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 953 418	4 037 323	-2,1	4,6	5,3	-5,9	6,9	-1,9
Terre-Neuve-et-Labrador	26 935	51 140	-47,3	59,8	-14,8	9,9	20,8	16,9
Île-du-Prince-Édouard	15 520	12 066	28,6	-27,7	-1,0	111,8	-37,1	108,0
Nouvelle-Écosse	58 218	90 717	-35,8	5,5	38,3	-14,0	15,8	-11,9
Nouveau-Brunswick	64 287	64 225	0,1	24,2	-0,7	-30,2	28,3	6,2
Québec	775 065	745 234	4,0	4,2	7,9	1,8	-6,7	0,8
Ontario	1 896 175	1 786 071	6,2	0,6	0,6	-3,3	11,7	-1,2
Manitoba	69 417	84 753	-18,1	23,7	-13,4	16,2	5,1	-36,2
Saskatchewan	53 554	60 532	-11,5	-8,2	31,1	-20,3	51,0	-44,2
Alberta	542 967	672 762	-19,3	18,6	11,7	-6,6	-5,2	-0,6
Colombie-Britannique	429 245	449 926	-4,6	-4,9	15,7	-24,2	14,8	2,5
Yukon	3 600	3 436	4,8	39,1	-10,3	41,4	19,3	1,4
Territoires du Nord-Ouest	10 972	7 874	39,3	54,4	-23,6	-61,0	5 024,6	-68,6
Nunavut	7 463	8 587	-13,1	358,0	-88,4	4 207,0	-18,3	320,2

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002		Août - Juil.	Juil. - Juin	Juin - Mai	Mai - Avr.	Avr. - Mars	Mars - Fév.
	Août ^p	Juillet ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 416 582	1 590 497	-10,9	0,4	20,8	6,8	-1,8	-3,4
Terre-Neuve-et-Labrador	6 767	31 979	-78,8	123,7	-13,3	113,2	4,1	-13,5
Île-du-Prince-Édouard	2 358	4 457	-47,1	-50,4	103,9	104,1	0,7	254,4
Nouvelle-Écosse	18 204	35 912	-49,3	0,3	189,9	-47,4	66,5	-15,4
Nouveau-Brunswick	32 216	36 246	-11,1	70,3	-28,9	-26,2	299,7	25,9
Québec	294 943	259 711	13,6	-13,1	14,6	-3,6	5,8	1,4
Ontario	694 702	721 008	-3,6	-2,9	23,6	20,1	-14,9	-4,9
Manitoba	34 168	48 479	-29,5	49,3	5,7	-0,4	2,0	-54,9
Saskatchewan	24 805	39 397	-37,0	-9,2	55,1	-38,3	97,6	-59,6
Alberta	181 107	245 691	-26,3	22,2	15,4	18,6	-22,4	22,0
Colombie-Britannique	119 903	165 509	-27,6	-10,5	35,5	-14,5	21,7	18,1
Yukon	1 909	1 009	89,2	79,5	-38,0	930,7	-20,7	-31,1
Territoires du Nord-Ouest	4 589	926	395,6	216,0	-84,4	48,9	932,8	-76,4
Nunavut	911	173	426,6	38,4	-99,2

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002		Août - Juil.	Juil. - Juin	Juin - Mai	Mai - Avr.	Avr. - Mars	Mars - Fév.
	Août ^p	Juillet ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 536 836	2 446 826	3,7	7,5	-3,3	-11,8	11,5	-1,1
Terre-Neuve-et-Labrador	20 168	19 161	5,3	8,1	-16,1	-20,2	26,8	33,6
Île-du-Prince-Édouard	13 162	7 609	73,0	-1,1	-38,1	114,6	-44,8	91,9
Nouvelle-Écosse	40 014	54 805	-27,0	9,2	0,7	2,1	1,0	-10,8
Nouveau-Brunswick	32 071	27 979	14,6	-8,1	37,4	-34,9	-29,1	2,8
Québec	480 122	485 523	-1,1	16,6	3,6	5,6	-14,0	0,4
Ontario	1 201 473	1 065 063	12,8	3,1	-11,3	-12,1	26,6	1,1
Manitoba	35 249	36 274	-2,8	0,6	-25,5	30,0	7,9	0,5
Saskatchewan	28 749	21 135	36,0	-6,4	1,2	25,8	-5,8	4,0
Alberta	361 860	427 071	-15,3	16,6	9,8	-15,9	3,4	-8,9
Colombie-Britannique	309 342	284 417	8,8	-1,3	5,7	-28,3	12,1	-2,5
Yukon	1 691	2 427	-30,3	27,2	3,4	-0,7	22,2	5,0
Territoires du Nord-Ouest	6 383	6 948	-8,1	44,6	0,2	-69,7	7 379,2	-61,4
Nunavut	6 552	8 414	-22,1	380,8	104,7	128,6	-18,3	320,2

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

Province/territoire	2002		Août - Juil.	Juil. - Juin	Juin - Mai	Mai - Avr.	Avr. - Mars	Mars - Fév.
	Août ^p	Juillet ^r						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	227 940	219 912	3,7	11,0	-2,3	-15,6	15,8	-7,3
Terre-Neuve-et-Labrador	1 908	1 836	3,9	-6,7	-15,9	-18,8	19,4	59,5
Île-du-Prince-Édouard	2 016	852	136,6	12,7	-58,6	149,2	-28,2	66,7
Nouvelle-Écosse	3 540	5 628	-37,1	23,7	-18,1	24,5	6,6	-15,5
Nouveau-Brunswick	3 132	3 084	1,6	-6,5	32,2	-30,4	-55,5	45,5
Québec	46 812	46 068	1,6	13,2	13,1	6,3	-15,6	-5,1
Ontario	98 604	86 256	14,3	2,7	-9,4	-17,9	34,0	-1,9
Manitoba	2 892	2 940	-1,6	-20,5	-18,9	49,0	13,3	-4,3
Saskatchewan	3 156	2 016	56,5	-19,6	1,0	51,1	-14,9	-3,6
Alberta	37 596	47 856	-21,4	38,2	0,6	-20,8	4,9	-13,5
Colombie-Britannique	27 096	22 200	22,1	4,1	7,3	-37,5	50,8	-29,8
Yukon	144	276	-47,8	53,3	-16,7	12,5	45,5	22,2
Territoires du Nord-Ouest	600	252	138,1	-25,0	27,3	-83,1	1 757,1	-41,7
Nunavut	444	648	-31,5	350,0	200,0	100,0	0,0	...

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Juillet ^f	10 283	8 043	18 326	2 446 826	314 015	744 548	531 934	1 590 497	4 037 323
Août ^p	10 651	8 344	18 995	2 536 836	276 640	665 869	474 073	1 416 582	3 953 418
Cumulatif janv. - août 2002	85 739	58 222	143 961	19 486 228	2 153 153	5 607 319	3 370 966	11 131 438	30 617 666
Cumulatif janv. - août 2001	64 459	42 304	106 763	14 422 782	2 361 709	6 358 545	3 208 396	11 928 650	26 351 432
Terre-Neuve-et-Labrador									
Juillet ^f	125	28	153	19 161	3 205	12 767	16 007	31 979	51 140
Août ^p	138	21	159	20 168	2 277	3 488	1 002	6 767	26 935
Cumulatif janv. - août 2002	1 112	280	1 392	157 581	9 601	67 206	20 567	97 374	254 955
Cumulatif janv. - août 2001	863	101	964	117 294	6 218	72 882	10 580	89 680	206 974
Île-du-Prince-Édouard									
Juillet ^f	61	10	71	7 609	1 268	2 113	1 076	4 457	12 066
Août ^p	54	114	168	13 162	1 190	1 068	100	2 358	15 520
Cumulatif janv. - août 2002	521	215	736	68 222	4 795	20 357	2 479	27 631	95 853
Cumulatif janv. - août 2001	333	81	414	43 580	5 918	50 762	47 420	104 100	147 680
Nouvelle-Écosse									
Juillet ^f	249	220	469	54 805	13 253	16 373	6 286	35 912	90 717
Août ^p	261	34	295	40 014	6 672	9 790	1 742	18 204	58 218
Cumulatif janv. - août 2002	2 393	860	3 253	402 911	37 282	109 623	26 800	173 705	576 616
Cumulatif janv. - août 2001	1 892	676	2 568	299 050	24 663	116 484	29 866	171 013	470 063
Nouveau-Brunswick									
Juillet ^f	206	51	257	27 979	1 297	23 635	11 314	36 246	64 225
Août ^p	201	60	261	32 071	3 720	22 615	5 881	32 216	64 287
Cumulatif janv. - août 2002	1 916	805	2 721	273 163	26 822	122 414	43 242	192 478	465 641
Cumulatif janv. - août 2001	1 280	581	1 861	180 139	21 024	91 172	50 870	163 066	343 205
Québec									
Juillet ^f	1 915	1 924	3 839	485 523	63 199	148 054	48 458	259 711	745 234
Août ^p	1 997	1 904	3 901	480 122	55 334	160 414	79 195	294 943	775 065
Cumulatif janv. - août 2002	14 968	12 199	27 167	3 481 544	522 830	1 270 961	487 283	2 281 074	5 762 618
Cumulatif janv. - août 2001	10 268	7 600	17 868	2 319 821	571 800	1 602 702	484 867	2 659 369	4 979 190
Ontario									
Juillet ^f	4 468	2 720	7 188	1 065 063	122 300	330 267	268 441	721 008	1 786 071
Août ^p	4 579	3 638	8 217	1 201 473	150 284	249 500	294 918	694 702	1 896 175
Cumulatif janv. - août 2002	36 858	23 868	60 726	8 982 501	1 010 522	2 154 366	1 900 951	5 065 839	14 048 340
Cumulatif janv. - août 2001	28 890	20 109	48 999	7 098 301	1 027 024	2 350 880	1 491 018	4 868 922	11 967 223
Manitoba									
Juillet ^f	221	24	245	36 274	16 957	17 194	14 328	48 479	84 753
Août ^p	213	28	241	35 249	4 301	20 654	9 213	34 168	69 417
Cumulatif janv. - août 2002	1 785	382	2 167	299 384	87 980	137 624	82 049	307 653	607 037
Cumulatif janv. - août 2001	1 408	326	1 734	221 385	65 213	159 306	42 438	266 957	488 342
Saskatchewan									
Juillet ^f	140	28	168	21 135	7 819	12 735	18 843	39 397	60 532
Août ^p	188	75	263	28 749	1 381	16 956	6 468	24 805	53 554
Cumulatif janv. - août 2002	1 067	514	1 581	173 675	22 549	155 254	119 651	297 454	471 129
Cumulatif janv. - août 2001	829	453	1 282	144 188	56 173	152 039	116 357	324 569	468 757

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliiales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Alberta									
Juillet ^f	2 032	1 956	3 988	427 071	43 102	96 400	106 189	245 691	672 762
Août ^p	2 092	1 041	3 133	361 860	27 977	111 441	41 689	181 107	542 967
Cumulatif janv. - août 2002	17 523	9 976	27 499	3 068 371	258 235	845 839	381 862	1 485 936	4 554 307
Cumulatif janv. - août 2001	13 244	6 312	19 556	2 114 680	415 814	831 606	380 856	1 628 276	3 742 956
Colombie-Britannique									
Juillet ^f	834	1 016	1 850	284 417	41 279	84 228	40 002	165 509	449 926
Août ^p	898	1 360	2 258	309 342	18 981	67 542	33 380	119 903	429 245
Cumulatif janv. - août 2002	7 392	8 825	16 217	2 506 544	166 967	715 597	278 843	1 161 407	3 667 951
Cumulatif janv. - août 2001	5 295	5 963	11 258	1 846 684	162 868	906 310	507 732	1 576 910	3 423 594
Yukon									
Juillet ^f	17	6	23	2 427	136	459	414	1 009	3 436
Août ^p	12	0	12	1 691	271	1 271	367	1 909	3 600
Cumulatif janv. - août 2002	98	15	113	14 178	687	2 677	1 772	5 136	19 314
Cumulatif janv. - août 2001	98	3	101	11 865	794	13 679	14 718	29 191	41 056
Territoires du Nord-Ouest									
Juillet ^f	8	13	21	6 948	200	150	576	926	7 874
Août ^p	12	38	50	6 383	3 552	937	100	4 589	10 972
Cumulatif janv. - août 2002	83	195	278	39 642	4 183	4 662	10 444	19 289	58 931
Cumulatif janv. - août 2001	32	45	77	13 681	2 690	6 571	23 424	32 685	46 366
Nunavut									
Juillet ^f	7	47	54	8 414	0	173	0	173	8 587
Août ^p	6	31	37	6 552	700	193	18	911	7 463
Cumulatif janv. - août 2002	23	88	111	18 512	700	739	15 023	16 462	34 974
Cumulatif janv. - août 2001	27	54	81	12 114	1 510	4 152	8 250	13 912	26 026

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Juillet ^f	47	0	47	6 555	3 288	2 201	9 791	15 280	21 835
Août ^p	39	43	82	7 291	1 506	1 283	280	3 069	10 360
Cumulatif janv. - août 2002	442	170	612	70 533	13 820	11 550	14 828	40 198	110 731
Cumulatif janv. - août 2001	256	12	268	39 139	27 365	13 333	22 639	63 337	102 476
Calgary, Alberta									
Juillet ^f	757	1 035	1 792	187 380	4 333	36 129	18 664	59 126	246 506
Août ^p	744	249	993	140 502	7 555	38 680	13 586	59 821	200 323
Cumulatif janv. - août 2002	6 564	4 089	10 653	1 319 100	34 562	348 543	97 949	481 054	1 800 154
Cumulatif janv. - août 2001	5 146	2 738	7 884	943 517	64 890	321 493	147 979	534 362	1 477 879
Chicoutimi-Jonquière, Québec									
Juillet ^f	25	13	38	5 592	341	248	4 527	5 116	10 708
Août ^p	27	50	77	8 273	640	1 875	381	2 896	11 169
Cumulatif janv. - août 2002	196	257	453	57 056	3 728	18 526	32 984	55 238	112 294
Cumulatif janv. - août 2001	193	121	314	40 621	12 847	43 133	25 243	81 223	121 844
Edmonton, Alberta									
Juillet ^f	597	646	1 243	126 232	6 323	20 636	10 854	37 813	164 045
Août ^p	680	519	1 199	112 792	10 959	40 968	13 645	65 572	178 364
Cumulatif janv. - août 2002	4 688	3 198	7 886	782 897	90 987	200 768	55 041	346 796	1 129 693
Cumulatif janv. - août 2001	3 453	1 466	4 919	479 767	59 107	207 439	86 696	353 242	833 009
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Juillet ^f	127	194	321	36 128	5 256	13 712	810	19 778	55 906
Août ^p	141	23	164	22 439	3 277	2 605	301	6 183	28 622
Cumulatif janv. - août 2002	1 211	727	1 938	243 648	9 359	50 800	4 955	65 114	308 762
Cumulatif janv. - août 2001	842	504	1 346	156 099	1 939	53 533	7 408	62 880	218 979
Hamilton, Ontario									
Juillet ^f	263	194	457	63 458	3 782	25 205	26 085	55 072	118 530
Août ^p	283	108	391	54 220	2 805	14 709	43 418	60 932	115 152
Cumulatif janv. - août 2002	1 652	1 274	2 926	399 115	69 225	142 867	158 270	370 362	769 477
Cumulatif janv. - août 2001	1 213	1 217	2 430	314 587	58 099	103 566	107 017	268 682	583 269
Hull, Québec									
Juillet ^f	250	227	477	47 092	577	11 481	1 222	13 280	60 372
Août ^p	125	87	212	25 473	49	3 947	877	4 873	30 346
Cumulatif janv. - août 2002	1 037	722	1 759	200 675	5 744	95 859	15 923	117 526	318 201
Cumulatif janv. - août 2001	767	444	1 211	136 782	5 812	84 561	14 883	105 256	242 038
Kingston, Ontario									
Juillet ^f	72	3	75	10 764	342	1 993	734	3 069	13 833
Août ^p	80	5	85	11 655	169	3 766	16 317	20 252	31 907
Cumulatif janv. - août 2002	546	33	579	78 470	4 729	46 954	64 949	116 632	195 102
Cumulatif janv. - août 2001	418	209	627	75 201	2 988	19 165	25 364	47 517	122 718
Kitchener, Ontario									
Juillet ^f	257	267	524	64 709	7 360	10 761	13 171	31 292	96 001
Août ^p	207	77	284	39 846	10 263	17 978	14 185	42 426	82 272
Cumulatif janv. - août 2002	2 131	1 143	3 274	429 470	69 521	116 883	83 392	269 796	699 266
Cumulatif janv. - août 2001	1 410	1 193	2 603	301 058	64 168	154 406	97 679	316 253	617 311
London, Ontario									
Juillet ^f	177	49	226	29 671	4 481	3 472	25 056	33 009	62 680
Août ^p	154	55	209	27 592	19 540	9 082	13 148	41 770	69 362
Cumulatif janv. - août 2002	1 372	374	1 746	229 837	52 310	69 860	115 668	237 838	467 675
Cumulatif janv. - août 2001	971	419	1 390	174 514	30 582	114 353	157 450	302 385	476 899

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – suite

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Montréal, Québec									
Juillet ^f	841	1 272	2 113	271 163	28 886	70 965	18 405	118 256	389 419
Août ^p	1 061	1 313	2 374	276 052	20 191	113 803	43 856	177 850	453 902
Cumulatif janv. - août 2002	7 108	7 501	14 609	1 887 577	247 700	776 123	166 395	1 190 218	3 077 795
Cumulatif janv. - août 2001	4 622	4 472	9 094	1 188 303	332 921	1 051 866	176 920	1 561 707	2 750 010
Oshawa, Ontario									
Juillet ^f	164	79	243	35 383	760	2 393	40 831	43 984	79 367
Août ^p	194	45	239	37 262	37 736	5 201	9 617	52 554	89 816
Cumulatif janv. - août 2002	1 725	598	2 323	337 747	44 158	34 212	70 460	148 830	486 577
Cumulatif janv. - août 2001	1 291	459	1 750	245 183	30 878	45 573	60 208	136 659	381 842
Ottawa, Ontario									
Juillet ^f	458	932	1 390	166 760	10 919	44 226	10 228	65 373	232 133
Août ^p	275	366	641	82 475	2 643	21 397	17 885	41 925	124 400
Cumulatif janv. - août 2002	2 724	3 186	5 910	752 753	30 762	232 981	153 091	416 834	1 169 587
Cumulatif janv. - août 2001	2 650	1 988	4 638	583 361	76 364	313 438	84 210	474 012	1 057 373
Québec, Québec									
Juillet ^f	178	134	312	37 823	9 563	24 137	8 215	41 915	79 738
Août ^p	171	152	323	36 391	9 060	12 644	3 080	24 784	61 175
Cumulatif janv. - août 2002	1 500	1 038	2 538	292 030	33 940	105 588	40 874	180 402	472 432
Cumulatif janv. - août 2001	1 049	718	1 767	227 190	21 488	121 685	120 137	263 310	490 500
Regina, Saskatchewan									
Juillet ^f	37	4	41	4 883	603	3 603	1 656	5 862	10 745
Août ^p	64	1	65	7 178	193	2 868	1 237	4 298	11 476
Cumulatif janv. - août 2002	326	72	398	44 821	1 955	41 955	4 770	48 680	93 501
Cumulatif janv. - août 2001	213	100	313	36 740	3 999	45 091	51 324	100 414	137 154
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Juillet ^f	29	7	36	4 482	189	7 188	351	7 728	12 210
Août ^p	33	11	44	5 446	2 065	1 185	12	3 262	8 708
Cumulatif janv. - août 2002	279	50	329	41 477	4 040	15 322	3 582	22 944	64 421
Cumulatif janv. - août 2001	179	23	202	24 395	2 689	17 087	12 010	31 786	56 181
Saskatoon, Saskatchewan									
Juillet ^f	68	14	82	10 112	1 365	3 098	13 588	18 051	28 163
Août ^p	79	70	149	14 772	109	8 330	1 376	9 815	24 587
Cumulatif janv. - août 2002	458	391	849	84 531	4 787	61 666	61 393	127 846	212 377
Cumulatif janv. - août 2001	331	295	626	60 314	35 887	44 734	25 866	106 487	166 801
Sherbrooke, Québec									
Juillet ^f	50	6	56	7 866	910	1 572	1 845	4 327	12 193
Août ^p	36	18	54	6 375	617	5 072	6 007	11 696	18 071
Cumulatif janv. - août 2002	323	344	667	75 105	7 234	20 565	45 355	73 154	148 259
Cumulatif janv. - août 2001	230	279	509	51 409	10 387	24 441	9 325	44 153	95 562
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Juillet ^f	83	26	109	15 879	1 828	3 678	3 570	9 076	24 955
Août ^p	94	19	113	18 912	1 578	20 258	32 750	54 586	73 498
Cumulatif janv. - août 2002	704	165	869	134 547	12 599	314 013	57 103	383 715	518 262
Cumulatif janv. - août 2001	569	187	756	116 709	14 507	78 498	42 416	135 421	252 130
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Juillet ^f	81	18	99	12 650	3 100	9 579	943	13 622	26 272
Août ^p	94	17	111	14 315	365	2 176	869	3 410	17 725
Cumulatif janv. - août 2002	749	243	992	111 948	6 702	44 590	5 003	56 295	168 243
Cumulatif janv. - août 2001	575	86	661	75 948	1 265	40 445	6 299	48 009	123 957

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Sudbury, Ontario									
Juillet ^f	34	0	34	6 183	4 904	769	110	5 783	11 966
Août ^p	29	0	29	5 000	1 532	414	2 750	4 696	9 696
Cumulatif janv. - août 2002	197	7	204	37 202	22 501	11 468	28 967	62 936	100 138
Cumulatif janv. - août 2001	152	0	152	30 159	2 561	11 172	7 925	21 658	51 817
Thunder Bay, Ontario									
Juillet ^f	25	0	25	4 067	1 641	613	3 199	5 453	9 520
Août ^p	33	2	35	5 705	337	468	1 417	2 222	7 927
Cumulatif janv. - août 2002	148	41	189	28 618	3 675	5 624	97 241	106 540	135 158
Cumulatif janv. - août 2001	127	8	135	21 678	4 814	21 751	25 038	51 603	73 281
Toronto, Ontario									
Juillet ^f	1 674	1 017	2 691	442 360	42 070	169 509	86 287	297 866	740 226
Août ^p	1 941	2 663	4 604	675 590	37 003	102 095	87 268	226 366	901 956
Cumulatif janv. - août 2002	14 942	14 307	29 249	4 514 138	273 718	675 668	560 455	1 509 841	6 023 979
Cumulatif janv. - août 2001	11 656	12 094	23 750	3 592 627	433 517	1 037 893	502 711	1 974 121	5 566 748
Trois-Rivières, Québec									
Juillet ^f	14	69	83	6 949	4 522	4 270	1 008	9 800	16 749
Août ^p	26	6	32	5 415	1 576	2 334	7 876	11 786	17 201
Cumulatif janv. - août 2002	160	169	329	43 097	19 200	27 099	17 716	64 015	107 112
Cumulatif janv. - août 2001	173	54	227	34 280	5 707	21 971	17 694	45 372	79 652
Vancouver, Colombie-Britannique									
Juillet ^f	348	779	1 127	176 609	29 568	45 178	16 430	91 176	267 785
Août ^p	395	1 000	1 395	181 530	8 045	40 429	28 526	77 000	258 530
Cumulatif janv. - août 2002	3 271	6 245	9 516	1 572 791	97 858	461 430	137 559	696 847	2 269 638
Cumulatif janv. - août 2001	2 321	4 576	6 897	1 199 653	69 864	568 912	264 233	903 009	2 102 662
Victoria, Colombie-Britannique									
Juillet ^f	68	62	130	20 698	1 915	8 755	2 337	13 007	33 705
Août ^p	71	113	184	21 696	53	8 058	1 520	9 631	31 327
Cumulatif janv. - août 2002	641	585	1 226	180 046	6 769	64 773	44 538	116 080	296 126
Cumulatif janv. - août 2001	434	176	610	116 901	19 350	59 183	24 014	102 547	219 448
Windsor, Ontario									
Juillet ^f	153	37	190	31 106	5 889	21 842	1 032	28 763	59 869
Août ^p	147	87	234	33 545	4 261	6 612	4 880	15 753	49 298
Cumulatif janv. - août 2002	1 153	475	1 628	253 149	48 249	118 752	76 199	243 200	496 349
Cumulatif janv. - août 2001	1 097	354	1 451	234 233	22 426	87 104	25 213	134 743	368 976
Winnipeg, Manitoba									
Juillet ^f	126	4	130	21 095	2 610	12 482	2 660	17 752	38 847
Août ^p	117	11	128	19 854	294	17 312	7 596	25 202	45 056
Cumulatif janv. - août 2002	1 012	143	1 155	171 358	12 766	102 302	23 273	138 341	309 699
Cumulatif janv. - août 2001	820	251	1 071	135 900	12 701	119 455	27 075	159 231	295 131

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Canada							
Juillet ^f	11 724	140	886	1 866	4 834	382	19 832
Août ^p	11 343	122	946	1 954	5 345	395	20 105
Cumulatif janv. - août 2002	89 180	703	7 664	13 166	32 335	3 143	146 191
Cumulatif janv. - août 2001	68 016	697	6 963	10 077	22 452	2 153	110 358
Terre-Neuve-et-Labrador							
Juillet ^f	205	5	0	0	30	2	242
Août ^p	177	3	0	0	18	2	200
Cumulatif janv. - août 2002	1 212	16	10	3	218	23	1 482
Cumulatif janv. - août 2001	929	9	14	11	55	21	1 039
Île-du-Prince-Édouard							
Juillet ^f	67	14	0	4	10	0	95
Août ^p	76	8	0	60	62	0	206
Cumulatif janv. - août 2002	487	69	14	64	154	10	798
Cumulatif janv. - août 2001	277	56	10	8	84	5	440
Nouvelle-Écosse							
Juillet ^f	318	16	3	13	180	22	552
Août ^p	308	20	2	7	30	4	371
Cumulatif janv. - août 2002	2 417	103	44	56	687	60	3 367
Cumulatif janv. - août 2001	2 024	101	26	21	615	33	2 820
Nouveau-Brunswick							
Juillet ^f	292	13	0	7	27	45	384
Août ^p	281	13	12	4	70	13	393
Cumulatif janv. - août 2002	1 779	54	22	31	342	143	2 371
Cumulatif janv. - août 2001	1 300	69	19	21	516	84	2 009
Québec							
Juillet ^f	1 611	45	29	106	1 039	153	2 983
Août ^p	1 788	23	80	53	1 209	151	3 304
Cumulatif janv. - août 2002	16 050	213	876	716	8 286	1 435	27 576
Cumulatif janv. - août 2001	11 348	205	741	212	5 300	907	18 713
Ontario							
Juillet ^f	5 341	30	516	1 063	993	82	8 025
Août ^p	4 969	34	547	1 301	1 802	184	8 837
Cumulatif janv. - août 2002	38 243	149	4 679	8 565	9 266	950	61 852
Cumulatif janv. - août 2001	29 987	143	5 014	7 245	6 396	666	49 451
Manitoba							
Juillet ^f	274	1	4	5	12	3	299
Août ^p	243	5	2	0	22	4	276
Cumulatif janv. - août 2002	1 903	14	18	5	315	47	2 302
Cumulatif janv. - août 2001	1 534	16	3	19	303	3	1 878

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Saskatchewan							
Juillet ^f	184	4	10	7	11	0	216
Août ^p	188	3	0	0	74	1	266
Cumulatif janv. - août 2002	1 162	13	44	17	448	5	1 689
Cumulatif janv. - août 2001	864	8	79	108	251	16	1 326
Alberta							
Juillet ^f	2 283	9	210	199	1 770	33	4 504
Août ^p	2 243	11	237	166	882	7	3 546
Cumulatif janv. - août 2002	17 826	52	1 474	1 499	6 715	83	27 649
Cumulatif janv. - août 2001	13 830	63	897	1 137	4 247	167	20 341
Colombie-Britannique							
Juillet ^f	1 102	1	112	462	707	33	2 417
Août ^p	1 021	2	64	363	1 109	29	2 588
Cumulatif janv. - août 2002	7 888	15	469	2 210	5 632	375	16 589
Cumulatif janv. - août 2001	5 768	24	156	1 295	4 588	250	12 081
Yukon							
Juillet ^f	19	1	0	0	0	6	26
Août ^p	19	0	0	0	0	0	19
Cumulatif janv. - août 2002	96	4	6	0	0	9	115
Cumulatif janv. - août 2001	82	2	2	0	0	1	87
Territoires du Nord-Ouest							
Juillet ^f	21	1	2	0	11	0	35
Août ^p	24	0	2	0	36	0	62
Cumulatif janv. - août 2002	94	1	8	0	187	0	290
Cumulatif janv. - août 2001	46	1	0	0	45	0	92
Nunavut							
Juillet ^f	7	0	0	0	44	3	54
Août ^p	6	0	0	0	31	0	37
Cumulatif janv. - août 2002	23	0	0	0	85	3	111
Cumulatif janv. - août 2001	27	0	2	0	52	0	81

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, août 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	44	0	0	15	28	0	87
Calgary, Alberta	768	0	50	114	162	0	1 094
Chicoutimi-Jonquière, Québec	23	0	0	0	34	5	62
Edmonton, Alberta	701	0	123	30	520	6	1 380
Halifax, Nouvelle-Écosse	154	0	0	7	16	0	177
Hamilton, Ontario	290	0	0	76	36	3	405
Hull, Québec	107	0	19	0	47	2	175
Kingston, Ontario	81	2	4	0	0	1	88
Kitchener, Ontario	214	0	8	33	2	36	293
London, Ontario	159	0	4	31	22	0	216
Montréal, Québec	906	0	37	36	873	75	1 927
Oshawa, Ontario	201	0	24	21	0	1	247
Ottawa, Ontario	285	0	2	154	195	27	663
Québec, Québec	145	0	2	5	70	42	264
Regina, Saskatchewan	58	0	0	0	0	1	59
Saint John, Nouveau-Brunswick	39	0	4	4	2	1	50
Saskatoon, Saskatchewan	71	0	0	0	70	0	141
Sherbrooke, Québec	31	0	0	4	10	0	45
St. Catharines-Niagara, Ontario	97	0	6	4	8	2	117
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	120	0	0	0	14	2	136
Sudbury, Ontario	29	1	0	0	0	0	30
Thunder Bay, Ontario	32	2	2	0	0	0	36
Toronto, Ontario	2 011	0	417	780	1 453	99	4 760
Trois-Rivières, Québec	22	0	4	0	0	1	27
Vancouver, Colombie-Britannique	451	0	38	233	704	18	1 444
Victoria, Colombie-Britannique	80	1	0	35	75	2	193
Windsor, Ontario	152	0	44	40	6	0	242
Winnipeg, Manitoba	131	0	2	0	5	4	142

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier – août 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	Logements, total
Abbotsford, Colombie-Britannique	471	0	0	49	87	0	607
Calgary, Alberta	6 840	0	486	888	2 754	4	10 972
Chicoutimi-Jonquière, Québec	221	4	5	0	198	44	472
Edmonton, Alberta	4 930	0	684	267	2 295	63	8 239
Halifax, Nouvelle-Écosse	1 314	4	28	47	631	21	2 045
Hamilton, Ontario	1 715	0	42	766	150	210	2 883
Hull, Québec	1 143	1	160	24	452	18	1 798
Kingston, Ontario	586	4	28	0	0	7	625
Kitchener, Ontario	2 224	0	113	354	521	142	3 354
London, Ontario	1 433	0	24	291	47	9	1 804
Montréal, Québec	7 604	0	360	477	5 154	848	14 443
Oshawa, Ontario	1 782	0	283	213	30	38	2 346
Ottawa, Ontario	2 913	0	196	1 693	1 084	119	6 005
Québec, Québec	1 714	2	66	113	646	203	2 744
Regina, Saskatchewan	351	0	0	1	70	1	423
Saint John, Nouveau-Brunswick	269	1	8	23	18	1	320
Saskatoon, Saskatchewan	492	0	38	6	346	1	883
Sherbrooke, Québec	373	0	30	46	279	6	734
St. Catharines-Niagara, Ontario	756	0	44	74	28	8	910
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	778	0	4	3	196	14	995
Sudbury, Ontario	221	1	0	0	6	0	228
Thunder Bay, Ontario	164	3	4	0	38	7	216
Toronto, Ontario	15 372	0	3 367	4 249	6 710	178	29 876
Trois-Rivières, Québec	190	0	40	4	73	17	324
Vancouver, Colombie-Britannique	3 520	0	246	1 763	4 226	128	9 883
Victoria, Colombie-Britannique	663	10	23	104	313	154	1 267
Windsor, Ontario	1 208	5	187	151	109	14	1 674
Winnipeg, Manitoba	1 105	0	6	0	110	29	1 250

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Canada					
Juillet ^r	2 735 367	337 830	869 812	637 056	4 580 065
Août ^p	2 779 530	304 660	694 815	516 816	4 295 821
Cumulatif janv. - août 2002	20 047 174	2 071 672	5 394 110	3 400 607	30 913 563
Cumulatif janv. - août 2001	15 002 678	2 259 203	6 158 760	3 274 724	26 695 365
Terre-Neuve-et-Labrador					
Juillet ^r	30 310	3 205	14 035	16 007	63 557
Août ^p	26 208	2 277	3 673	1 002	33 160
Cumulatif janv. - août 2002	173 814	9 601	57 521	20 567	261 503
Cumulatif janv. - août 2001	129 085	6 218	66 154	10 580	212 037
Île-du-Prince-Édouard					
Juillet ^r	9 554	1 268	2 113	1 076	14 011
Août ^p	16 821	1 190	1 068	100	19 179
Cumulatif janv. - août 2002	73 435	4 795	20 357	2 479	101 066
Cumulatif janv. - août 2001	44 452	5 918	50 762	47 420	148 552
Nouvelle-Écosse					
Juillet ^r	67 668	15 094	17 353	6 286	106 401
Août ^p	48 758	6 877	10 490	1 742	67 867
Cumulatif janv. - août 2002	418 562	38 367	102 403	26 800	586 132
Cumulatif janv. - août 2001	327 158	25 139	115 523	29 866	497 686
Nouveau-Brunswick					
Juillet ^r	40 661	1 297	23 635	11 314	76 907
Août ^p	42 008	3 720	22 615	5 881	74 224
Cumulatif janv. - août 2002	255 695	26 822	122 414	43 242	448 173
Cumulatif janv. - août 2001	194 866	21 024	91 172	50 870	357 932
Québec					
Juillet ^r	422 028	54 227	153 092	49 428	678 775
Août ^p	452 098	65 872	135 398	116 510	769 878
Cumulatif janv. - août 2002	3 612 032	444 630	1 049 026	490 058	5 595 746
Cumulatif janv. - août 2001	2 483 702	499 958	1 435 121	465 765	4 884 546
Ontario					
Juillet ^r	1 217 685	150 299	406 927	374 261	2 149 172
Août ^p	1 304 179	164 694	274 010	295 076	2 037 959
Cumulatif janv. - août 2002	9 185 076	1 004 806	2 184 012	1 910 515	14 284 409
Cumulatif janv. - août 2001	7 152 911	996 281	2 283 933	1 534 713	11 967 838
Manitoba					
Juillet ^r	45 746	16 957	18 446	14 328	95 477
Août ^p	41 796	4 301	25 294	9 213	80 604
Cumulatif janv. - août 2002	319 006	87 980	131 294	82 049	620 329
Cumulatif janv. - août 2001	244 584	65 213	157 721	42 438	509 956
Saskatchewan					
Juillet ^r	28 380	7 819	16 192	18 843	71 234
Août ^p	30 068	1 381	17 456	6 468	55 373
Cumulatif janv. - août 2002	190 945	22 549	138 416	119 651	471 561
Cumulatif janv. - août 2001	151 408	56 173	147 141	116 357	471 079

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Alberta					
Juillet ^r	490 733	43 102	123 296	104 521	761 652
Août ^p	400 407	27 977	131 480	46 959	606 823
Cumulatif janv. - août 2002	3 149 305	258 235	869 367	399 164	4 676 071
Cumulatif janv. - août 2001	2 243 714	415 814	895 369	422 591	3 977 488
Colombie-Britannique					
Juillet ^r	364 319	44 226	93 941	40 002	542 488
Août ^p	401 618	21 848	70 930	33 380	527 776
Cumulatif janv. - août 2002	2 597 185	168 317	711 222	278 843	3 755 567
Cumulatif janv. - août 2001	1 994 315	162 471	891 462	507 732	3 555 980
Yukon					
Juillet ^r	2 921	136	459	414	3 930
Août ^p	2 634	271	1 271	367	4 543
Cumulatif janv. - août 2002	13 965	687	2 677	1 772	19 101
Cumulatif janv. - août 2001	10 688	794	13 679	14 718	39 879
Territoires du Nord-Ouest					
Juillet ^r	6 948	200	150	576	7 874
Août ^p	6 383	3 552	937	100	10 972
Cumulatif janv. - août 2002	39 642	4 183	4 662	10 444	58 931
Cumulatif janv. - août 2001	13 681	2 690	6 571	23 424	46 366
Nunavut					
Juillet ^r	8 414	0	173	0	8 587
Août ^p	6 552	700	193	18	7 463
Cumulatif janv. - août 2002	18 512	700	739	15 023	34 974
Cumulatif janv. - août 2001	12 114	1 510	4 152	8 250	26 026

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, août 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	9 122	1 956	1 161	280	12 519
Calgary, Alberta	151 697	7 555	42 239	16 215	217 706
Chicoutimi-Jonquière, Québec	7 268	705	1 500	582	10 055
Edmonton, Alberta	124 458	10 959	44 738	16 286	196 441
Halifax, Nouvelle-Écosse	25 190	3 277	2 605	301	31 373
Hamilton, Ontario	56 837	3 084	15 559	42 144	117 624
Hull, Québec	22 860	54	3 157	1 341	27 412
Kingston, Ontario	12 236	186	3 984	15 838	32 244
Kitchener, Ontario	41 761	11 285	19 017	13 769	85 832
London, Ontario	28 904	21 487	9 607	12 762	72 760
Montréal, Québec	243 503	22 249	91 031	67 047	423 830
Oshawa, Ontario	39 083	41 496	5 502	9 335	95 416
Ottawa, Ontario	86 234	2 906	22 634	17 360	129 134
Québec, Québec	32 528	9 984	10 114	4 709	57 335
Regina, Saskatchewan	6 916	193	3 095	1 237	11 441
Saint John, Nouveau-Brunswick	6 895	2 065	1 185	12	10 157
Saskatoon, Saskatchewan	14 409	109	8 989	1 376	24 883
Sherbrooke, Québec	5 872	680	4 057	9 184	19 793
St. Catharines-Niagara, Ontario	19 829	1 735	21 429	31 789	74 782
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	18 029	365	2 332	869	21 595
Sudbury, Ontario	5 251	1 685	438	2 669	10 043
Thunder Bay, Ontario	5 988	371	495	1 375	8 229
Toronto, Ontario	706 184	40 690	107 995	84 707	939 576
Trois-Rivières, Québec	4 973	1 737	1 867	12 041	20 618
Vancouver, Colombie-Britannique	229 640	10 446	36 581	28 526	305 193
Victoria, Colombie-Britannique	27 346	69	7 291	1 520	36 226
Windsor, Ontario	35 127	4 685	6 994	4 737	51 543
Winnipeg, Manitoba	23 046	294	21 493	7 596	52 429

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, janvier – août 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	73 749	14 832	12 055	14 828	115 464
Calgary, Alberta	1 369 792	34 562	361 565	112 899	1 878 818
Chicoutimi-Jonquière, Québec	63 279	3 994	16 200	34 041	117 514
Edmonton, Alberta	813 542	90 987	211 429	57 393	1 173 351
Halifax, Nouvelle-Écosse	251 205	9 359	50 800	4 955	316 319
Hamilton, Ontario	402 255	61 693	139 411	164 011	767 370
Hull, Québec	214 866	5 933	70 969	14 283	306 051
Kingston, Ontario	84 705	5 252	51 275	59 485	200 717
Kitchener, Ontario	437 951	68 895	109 479	87 450	703 775
London, Ontario	236 003	57 710	72 190	122 484	488 387
Montréal, Québec	1 903 707	206 334	639 067	180 950	2 930 058
Oshawa, Ontario	341 747	47 677	34 582	85 515	509 521
Ottawa, Ontario	773 933	34 762	249 136	149 239	1 207 070
Québec, Québec	314 066	32 364	96 065	40 767	483 262
Regina, Saskatchewan	48 460	1 955	39 632	4 770	94 817
Saint John, Nouveau-Brunswick	41 147	4 040	15 322	3 582	64 091
Saskatoon, Saskatchewan	89 682	4 787	55 940	61 393	211 802
Sherbrooke, Québec	82 466	6 242	17 748	40 860	147 316
St. Catharines-Niagara, Ontario	141 127	12 419	326 615	57 110	537 271
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	116 598	6 702	36 454	5 003	164 757
Sudbury, Ontario	41 861	27 011	11 574	27 260	107 706
Thunder Bay, Ontario	32 743	3 695	6 031	89 662	132 131
Toronto, Ontario	4 597 649	286 689	704 856	583 726	6 172 920
Trois-Rivières, Québec	44 359	15 548	26 352	20 433	106 692
Vancouver, Colombie-Britannique	1 637 575	97 277	475 307	137 559	2 347 718
Victoria, Colombie-Britannique	190 377	7 689	64 187	44 538	306 791
Windsor, Ontario	262 240	50 137	112 726	73 791	498 894
Winnipeg, Manitoba	183 365	12 766	97 682	23 273	317 086

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, août 2002

Genre de bâtiment	Canada	T.-N.-Lab.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
milliers de dollars														
Non résidentiel, total	1 516 291	6 952	2 358	19 109	32 216	317 780	733 780	38 808	25 305	206 416	126 158	1 909	4 589	911
Industriel	304 660	2 277	1 190	6 877	3 720	65 872	164 694	4 301	1 381	27 977	21 848	271	3 552	700
Usines, fabriques	174 376	1 500	270	3 738	2 186	29 993	110 046	3 172	937	9 336	9 654	0	3 544	0
Transports, services	25 500	350	0	2 373	0	4 800	3 640	0	0	12 523	844	270	0	700
Mines et agriculture	42 656	0	380	250	0	12 961	23 363	0	0	1 865	3 837	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	62 128	427	540	516	1 534	18 118	27 645	1 129	444	4 253	7 513	1	8	0
Commercial	694 815	3 673	1 068	10 490	22 615	135 398	274 010	25 294	17 456	131 480	70 930	1 271	937	193
Commerces et services	229 762	600	0	4 530	2 532	69 430	81 537	6 000	7 082	43 591	13 100	1 000	360	0
Entrepôts	111 116	0	0	0	1 690	5 066	66 557	3 410	465	18 249	15 679	0	0	0
Postes d'essence	21 065	0	0	450	0	2 225	5 812	500	0	9 110	2 968	0	0	0
Edifices à bureaux	85 936	0	0	1 308	9 749	20 893	18 585	3 809	1 100	17 833	12 659	0	0	0
Loisirs	36 805	0	0	0	4 210	1 213	20 077	300	350	5 671	4 984	0	0	0
Hôtels, restaurants	65 165	835	0	350	675	7 583	40 610	300	3 340	9 632	1 840	0	0	0
Laboratoires	13 179	0	0	0	0	0	388	4 800	0	5 569	2 422	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	131 787	2 238	1 068	3 852	3 759	28 988	40 444	6 175	5 119	21 825	17 278	271	577	193
Institutionnel et gouvernemental	516 816	1 002	100	1 742	5 881	116 510	295 076	9 213	6 468	46 959	33 380	367	100	18
Écoles, éducation	253 053	450	0	0	4 795	68 319	125 307	6 128	3 098	23 668	21 288	0	0	0
Hôpitaux, médical	75 391	0	0	0	0	14 744	50 444	0	348	5 190	4 665	0	0	0
Bien-être, foyers	76 630	0	0	0	0	3 088	72 720	0	250	300	0	272	0	0
Églises, religion	27 201	0	0	842	0	1 625	7 791	900	0	14 243	1 800	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	44 489	0	0	250	0	15 552	27 401	0	443	250	593	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	40 052	552	100	650	1 086	13 182	11 413	2 185	2 329	3 308	5 034	95	100	18

¹ Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale :

L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2,350 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête «Logements mis en chantier et parachevés». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

A leur réception au bureau centrale de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions :

Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage :

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs :

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation :

Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes: matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants: construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant « Dépenses en immobilisations par type d'actif » (no 61-223 au catalogue) et « Investissements privés et publics » (no 61-205 au catalogue) .

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants: la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la valeur des permis émis soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants: résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle. Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants: les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle. Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale. Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple: les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale. Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale. Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile. Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet. Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée. Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée. Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements. Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que: les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation. Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infraprovinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 1996. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 1996 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 1996. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 1996. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles: les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur

tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2001, 99,5% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-6556 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Ces dernières sont maintenant disponibles sur disquette. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010, 026-0015.

Produits et services connexes

Publications connexes choisies

Catalogue

62-202 Les habitudes de dépenses au Canada

75-202 Le revenu au Canada

61-205 Investissements privés et publics au Canada, perspective

61-206 Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée



Building and demolition permits

Monthly Report

Permis de construction et de démolition

Rapport mensuel



1		<i>If necessary, please update corresponding information – Si nécessaire, veuillez mettre à jour les renseignements correspondants</i>	
2		Reporting Entity Name – Nom de l'entité rapportante	
3		Municipal Status (if applicable) – Statut municipal (s'il y a lieu)	
4		Address – Adresse	
5		6	Postal Code – Code postal
7		Contact Name – Nom du contact	
8		Contact Title – Titre du contact	
9		Language of Preference – Langue de préférence	
		1 <input type="checkbox"/> English 2 <input type="checkbox"/> Français	
10		Telephone Number – Numéro de téléphone	

General Information	Renseignements généraux
Confidential when completed.	Confidentiel une fois rempli.
The collection of this information is authorized by the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19.	La collecte de cette information est autorisée par la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19.
To avoid duplication of enquiry and to provide consistent statistics, this survey is being conducted under cooperative agreements, made in accordance with the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19 under Section 11 for the exchange of information with: the Manitoba Bureau of Statistics, the Saskatchewan Bureau of Statistics and the British Columbia Central Statistics Bureau for respondents in each of the respective provinces; and under Section 12 for joint collection and sharing information with: the Northwest Territories Bureau of Statistics and the Canada Mortgage and Housing Corporation.	Afin d'éviter tout chevauchement des enquêtes et de fournir des statistiques uniformes, Statistique Canada mène cette enquête aux termes d'accords conjoints conclus en vertu de l'article 11 de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19 pour l'échange de renseignements avec: le «Manitoba Bureau of Statistics», le «Saskatchewan Bureau of Statistics» et le «British Columbia Central Statistics Bureau» pour les répondants de ces différentes provinces; et en vertu de l'article 12 pour le rassemblement conjoint et l'échange de renseignements avec: le «Northwest Territories Bureau of Statistics» et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
Agreements coming under Section 12 of the Canada Statistics Act shall not apply to any respondent who give notice in writing to the Chief Statistician that he/she objects to the sharing of the information.	Les accords aux termes de l'article 12 de la Loi sur la statistique ne s'appliquent pas aux répondants qui s'opposent à l'échange de renseignements dans une lettre jointe au questionnaire dûment rempli et adressé au statisticien en chef du Canada.
Results of this survey will enable Statistics Canada to estimate residential and non-residential construction activity at various geographical level. The latter are published monthly in Catalogue 64-001, Building Permits.	Les résultats de cette enquête permettront à Statistique Canada d'estimer l'activité de la construction résidentielle et non résidentielle à différents niveaux géographiques. Ces derniers sont publiés mensuellement dans Permis de bâtir, n° 64-001 au catalogue.
PLEASE REFER TO THE SURVEY REPORTING GUIDE AND SELF CODING GUIDE WHEN COMPLETING YOUR REPORT. If you require additional copies of these guides please contact us at 1-888-404-3339.	VEUILLEZ CONSULTER LE GUIDE DE DÉCLARATION DE L'ENQUÊTE ET LE GUIDE POUR AUTOCODAGE POUR REMPLIR VOTRE RAPPORT. Si vous avez besoin des copies supplémentaires, veuillez communiquer au 1-888-404-3339.

11	Coverage Profile Update	Mise à jour du profil de couverture
Is the geographical coverage of this monthly report different from that of your last report due to a change in boundaries, level of administration, etc.		Est-ce que la couverture géographique de ce rapport mensuel est différente de celle de votre rapport précédent dû à un changement de frontières, du niveau d'administration, etc.
1 <input type="checkbox"/> Yes Oui		2 <input type="checkbox"/> No Non

12	Reporting Period – Période visée	13	Stock Requirements – Besoins de fournitures
<i>Please use a separate form for each month being reported.</i>		<i>If forms or return envelopes are required, please check:</i>	
<i>Veuillez utiliser un formulaire différent pour chaque mois rapporté.</i>		<i>Si vous avez besoin de formulaires ou d'enveloppes de retour, prière de l'indiquer:</i>	
Year Année	<input type="text"/>	1 <input type="checkbox"/> Forms Formulaires	2 <input type="checkbox"/> Statistics Canada Return Envelopes Enveloppes de retour Statistique Canada
Month Mois	<input type="text"/>	3 <input type="checkbox"/> CMHC Return Envelopes Enveloppes de retour SCHL	

Report Prepared by – Rapport préparé par		14 Nil Report – Rapport nul	
Signature: <input type="text"/>		<i>If no permits were issued during the month, simply check the box below:</i>	
		<i>Si aucun permis n'a été émis durant le mois, cochez simplement la case ci-dessous:</i>	
		1 <input type="checkbox"/> No Permits Aucun permis	
Statistics Canada Use – Usage Statistique Canada			
MP	T	Status-État	Int I.D. – Id. de l'int.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Section B: Minor Residential Additions and Renovations – Additions et rénovations résidentielles mineures

Permits valued at less than \$50,000 Permis évalués à moins de \$50,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
New garages and carports Garages et abris d'auto neufs	Single dwellings Logements simples	01	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	02	,000	
New inground swimming pools Piscines creusées neuves	Single dwellings Logements simples	03	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	04	,000	
Other improvements Autres améliorations	Single dwellings Logements simples	05	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	06	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		07	,000	

Section C: Minor Non-Residential Projects – Projets non résidentiels mineurs

Permits valued at less than \$250,000 Permis évalués à moins de \$250,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
Industrial Industriel	New construction Construction neuve	08	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	09	,000	
Commercial	New construction Construction neuve	10	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	11	,000	
Institutional and Governmental Institutionnel et gouvernemental	New construction Construction neuves	12	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	13	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		14	,000	

Section D: Residential Demolitions – Démolitions résidentielles

Type of dwelling Type de logement	None Aucune (✓)	Single-detached Maison individuelle	Cottage Chalet	Semi-detached Semi-détaché	Row Rangée	Apartment Appartement
No. of dwelling units demolished Nombre d'unités de logement démolies	1 <input type="checkbox"/>					

Confidentiality

Confidentialité

Statistics Canada is prohibited by law from publishing any statistics which would divulge information obtained from this survey that relates to any identifiable business without the previous written consent of that business. The data reported on this questionnaire will be treated in strict confidence, used for statistical purposes and published in aggregate form only. The confidentiality provisions of the Statistics Act are not affected by either the Access to Information Act or any other legislation.

La loi interdit à Statistique Canada de publier des statistiques recueillies au cours de cette enquête qui permettraient d'identifier une entreprise sans que celle-ci en ait donné l'autorisation par écrit au préalable. Les données déclarées sur ce questionnaire resteront confidentielles. Elles serviront exclusivement à des fins statistiques et elles seront publiées seulement de façons agrégée. Les dispositions de la Loi sur la statistique qui traitent de la confidentialité ne sont modifiées d'aucune façon par la Loi sur l'accès à l'information ou toute autre loi.

General Instructions

Directives générales

Please complete your monthly report in triplicate and send:
 ► one copy to **Statistics Canada** in pre-addressed envelope
 ► one copy to the local office of the **Canada Mortgage and Housing Corporation** in pre-addressed envelope
 ► keep one copy for your files
 Please forward your completed report no later than **10 days after the end of the reporting period.**
 Note: Shaded cells are for Statistics Canada use only.

Veillez remplir votre rapport mensuel en trois exemplaires et:
 ► faire parvenir une copie à **Statistique Canada** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► faire parvenir une copie au bureau régional de la **Société canadienne d'hypothèques et de logement** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► garder une copie pour vos dossiers
 Veuillez remplir et nous faire parvenir votre rapport au plus tard **10 jours après la fin du mois.**
 N.B. Les cases ombrées du formulaire sont strictement réservées à l'usage de Statistique Canada.

Correspondence

Correspondance

► **If you need more forms or return envelopes do ONE ONLY of the following:**
 • Check off the appropriate box(es) in the "**Stock Requirements**" section, page 1, cell 13 of the questionnaire.
 • Telephone us.
 • Send us a FAX.
 • Contact us via "internet e-mail".
 ► **Do you have questions regarding the survey?**
 ► **Do you need help in completing the form?**
 ► **Do you require additional copies of the "Survey Reporting Guide" and/or the "Self Coding Guide"?**
Telephone: 1-888-404-3339 (toll free)
FAX: 1-888-505-8091 (toll free)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

► **Si vous avez besoin d'autres formulaires ou d'enveloppes de retour faites seulement un des suivants.**
 • Cochez le ou les case(s) appropriée(s) à la section "**Besoins de fournitures**", page 1, case 13 du questionnaire.
 • Veuillez nous téléphoner.
 • Veuillez nous faire parvenir un FAX.
 • Veuillez nous faire parvenir un message par "courrier électronique".
 ► **Avez-vous des questions ayant trait à l'enquête?**
 ► **Avez-vous besoin d'aide à compléter le formulaire?**
 ► **Avez-vous besoin des copies supplémentaires du "Guide de déclaration de l'enquête" et/ou le "Guide pour autocodage"?**
Téléphone: 1-888-404-3339 (sans frais)
FAX: 1-888-505-8091 (sans frais)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

If you chose to transmit the questionnaire or information to Statistics Canada by facsimile or internet e-mail communication, please be advised that there could be a risk of disclosure during the communication process. However, upon receipt of your communication, Statistics Canada will provide the guaranteed level of protection afforded to all information collected under the authority of the Statistics Act.

Si vous nous transmettez le questionnaire ou de l'information par télécopieur ou par courrier électronique Statistique Canada tient à vous avertir que la transmission des renseignements peut poser un risque de divulgation. Toutefois, dès la réception du document, Statistique Canada offrira le niveau de protection garanti pour tous les renseignements recueillis aux termes de la Loi sur la statistique.